



“C’est un plan ambitieux mais réaliste”

Il s’agit d’un plan ambitieux mais réaliste qui tient compte de ce qui est technologiquement faisable et de la compétitivité de nos entreprises”, estime Pieter Timmermans, l’administrateur délégué de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), lorsque l’on soulève la question de la nature non contraignante de cette charte.

Les entreprises et l’industrie, insiste-t-il, sont conscientes de leur rôle dans la transition économique et écologique que nous vivons, elles veulent y apporter leur contribution et s’inscrire dans ces changements. “Mais nous ne pensons pas que ceux-ci se feront en passant par des lois à portée trop générale, des obligations à court terme intenable ou des sanctions. Avec l’approche que nous proposons, nous donnons un signal aux entreprises qui savent dans quelle direction nous allons. Nous organisons le partage des bonnes pratiques et des compétences, et elles savent qu’elles ont quelques années pour s’adapter. À partir de 2024, leur contribution au système Valida sera modulée en fonction des efforts qu’elles auront réalisés en matière d’emballages. Il y a donc un incitant.”

Une stratégie soutenue par tous les acteurs

Cette approche commune pour les déchets industriels est soutenue dans les trois régions du pays, insiste M. Timmermans, et comporte des objectifs précis. “Ceux qui ne veulent pas les suivre devront expliquer pourquoi. On va également mesurer les progrès réalisés, ce qui permettra de voir directement qui sont les bons et les mauvais élèves.

C’est un système où les pairs se contrôlent les uns et les autres, en quelque sorte. Dans le monde des entreprises, on n’aime pas être le mauvais élève de la classe et en procédant de cette manière, nous avançons avec une approche qui permet d’être flexible par rapport aux réalités des différents acteurs et de tenir compte des évolutions technologiques dans ce domaine.”

Le système belge Valipac, poursuit le patron des patrons, est unique en Europe. Et il a démontré son efficacité puisque près de 90% des emballages industriels à usage unique sont déjà recyclés, souligne-t-il. “Les dix derniers pourcents sont toujours beaucoup plus difficiles à gagner, mais ce n’est pas pour cela qu’il ne faut pas le faire. Nous voulons être champions au niveau européen et donner un exemple dont les autres pays pourraient s’inspirer. À terme, cette stratégie pourrait devenir un produit d’exportation.”

Autre argument de poids, avance encore Pieter Timmermans, le plan est porté par la FEB et toutes les fédérations sectorielles qui en sont membres (Agoria, Essenscia, Comeos, la Fevia, Denuo...). Des acteurs qui représentent à la fois les producteurs d’emballages, mais aussi les utilisateurs, ainsi que ceux qui les collectent et les recyclent.

“Pas question de dire ‘OK, j’ai signé mais maintenant j’oublie’. Ces fédérations vont communiquer ce plan à leurs propres membres et le défendre. On ne pourra donc pas se cacher derrière quoi que ce soit.”

G.T.

Le bœuf brésilien, de l’Amazonie à notre assiette

Environnement L’UCLouvain a suivi le trajet de la viande de bœuf brésilien et son impact sur la déforestation.

Le Belge ne trouve en général pas de steak brésilien dans son supermarché, mais en mange sans le savoir, à travers les produits transformés: conserves, plats en sauce... De cette façon, chaque année, la quantité de viande de bœuf brésilien importé chez nous équivaut à 1000 ha de déforestation au Brésil. C’est ce qui conclut une étude de chercheurs de l’UCLouvain, qui ont analysé la provenance et le trajet du bœuf depuis les terres brésiliennes jusqu’à nos assiettes. “Nous avons étudié le bœuf brésilien parce que le Brésil est le plus grand exportateur de bœuf au monde et que ce secteur a une empreinte écologique importante: la production du bœuf brésilien est responsable d’un cinquième de la déforestation, parfois illégale, de la planète”, note le chercheur Patrick Meyfroidt.

Quelque 87% de la déforestation qu’entraîne le bœuf sont liés au marché domestique. “Les Brésiliens mangent beaucoup de bœuf, à la fois pour des raisons économiques et culturelles.” Au Brésil, cette déforestation concerne la forêt amazonienne, mais aussi des écosystèmes tels la savane du Cerrado, ou les zones humides et de marécages du Pantanal.

1000

Hectares de déforestation par an

La Belgique importe 12 000 à 15 000 tonnes de bœuf brésilien par an, ce qui entraîne 750 à 1000 ha de déforestation. Soit 0,75% du volume exporté et 1% de la déforestation attribuée à cette exportation par an.

Les chercheurs ont rassemblé des données douanières, sur la provenance des animaux et les licences d’exportation des abattoirs pour déterminer les chaînes d’approvisionnement. Vingt pour cent sont exportés. “Cette exportation se fait vers quelques acheteurs majeurs dont le plus gros est la Chine (1/3 de ces exportations). L’Europe n’est pas en reste puisqu’elle figure dans le top 10 des importateurs, décrypte Patrick Meyfroidt. La Belgique, elle, n’est pas un grand importateur de viande de bœuf brésilien. Le soja, c’est nettement plus important. Mais même si le volume en tonnes n’est pas très important, ce marché a une certaine valeur: le volume en termes de montant financier et de parts de marché est plus important que ce volume en tonnes. Donc cela peut avoir un effet de levier important. Si ces marchés belges, européens, prennent des mesures un peu plus dynamiques, cela peut avoir un effet sur les acteurs de la filière. S’ils doivent prendre toute une série de normes, dont éliminer la déforestation dans leur filière, pour servir le marché européen, cela peut être plus facile pour eux de le faire pour toute leur filière et qu’il y ait un effet d’entraînement sur les autres marchés. La Belgique peut aussi avoir un impact, par les mesures qu’elle prend dans ses ports, en tant que pays de transit pour l’importation.”

So. De. (avec Belga)